SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 23 DÉCEMBRE 1910.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1911 ainsi que des dispositions relatives au droit de patente, au tarif des douanes et à l'exportation des marchandises d'accise avec décharge des droits, etc.

(Voir les nos 4, 19, 22, 41, 44, 46 et 50, session de 1910-1911 ; — 11, même session, du Sénat.)

Présents : MM. ALLARD, Président; Paul VANDENPEEREBOOM, MESENS, LE CLEF et CAPPELLE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis à notre examen, voté par la Chambre des Représentants dans sa séance du jeudi 22 décembre courant, date assurément tardive, ne s'est jamais présenté à nos délibérations dans des conditions aussi anormales.

Qu'il soit permis à votre rapporteur, vu l'urgence, d'en éliminer quantité de questions soulevées à la Chambre, questions assurément intéressantes, sans utilité pratique en ce moment et qui, chacune à leur point de vue spécial, pourrait donner lieu à une longue discussion.

Ce point établi, voici quelques données générales sur le Budget.

Le Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens, tel qu'il a été adopté par la Chambre des Représentants, évalue les recettes de l'exercice 1911 à fr. 658,724,844 »

Le montant des prévisions de dépenses, tel qu'il résulte de l'ensemble des budgets soumis actuellement aux Chambres, s'élève à fr. 658,164,861 63
soit un excédent de recettes de fr. 559,982 37

Le budget voté en 1910 s'élevait :

En recettes, à fr. 633,199,319 »
En dépenses, à 632,752,972 94
soit un excédent de recettes de fr. 446,346 06

Les recettes prévues pour l'année 1911 dépassent donc de 25,525,525 francs celles votées en 1910.

Les dépenses de 1911 dépasseront de fr. 22,416,479-40 celles des budgets votés en 1910.

Toutefois, divers amendements adoptés au cours de la discussion des budgets ont porté, en réalité, le total des dépenses autorisées pour l'exercice 1910, à fr. 635,748,382-23.

En ce qui concerne les recettes, l'Exposé général du Budget nous donne le tableau indiquant, par branche de revenu, les augmentations et les diminutions, comparativement aux recettes arrêtées en 1910.

Les principales augmentations prévues concernent :

1° Les Douanes	fr.	950,000	»
2° Les Chemins de fer		20,950,000	»
3° La contribution foncière		346,000	»
4° La contribution personnelle		574,000	»
5° Télégraphes et Téléphones		1,500,000	»
6° Postes		1,568,030	»
7° Revenus des domaines		250,000	»
8° Produits des droits de pilotage		550,000	»

D'autre part, on prévoit, pour 1911, une diminution de 1,577,550 francs sur les prévisions de recettes concernant les accises.

Il résulte du tableau comparatif des dépenses de 1910 et de 1911, que les principales augmentations prévues pour cette année concernent :

1° Celles de la Dette publique.	fr.	7,721,319 85
2° Les Chemins de fer, Postes et Télégraphes		11,032,670 »
3° Celles du Ministère de la Guerre		3,045,148 50
4° Celles du Ministère des Finances		912,660 »
5° Celles du Ministère des Sciences et des Arts		578,926 »

Une seule diminution importante figure au projet des dépenses : elle concerne le chapitre des dépenses extraordinaires du Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail; elle est de fr. 858,512-45.

*
* *

La justification des augmentations et diminutions prévues se trouve dans les notes préliminaires, insérées dans les divers projets de budgets.

En ce qui concerne les prévisions de recettes, la principale augmentation, celle de 20,950,000 francs sur les produits des chemins de fer, est justifiée comme suit dans la note préliminaire :

« D'après les faits acquis, la recette totale (voyageurs et marchandises) pour l'exercice 1910 peut être évaluée à 292,700,000 francs, y compris la recette extraordinaire d'environ 4 millions de francs due au mouvement des voyageurs provoqué par l'Exposition de Bruxelles.

» Les prévisions pour le trafic (voyageurs et marchandises) en 1911 permettent de fixer la recette probable de cet exercice au montant du produit normal de 1910 (288,700,000 francs), augmenté d'une somme proportionnelle à l'accroissement normal du trafic (7,500,000 francs), soit un chiffre de 296,000,000 de francs. »

Quant à la principale diminution en recettes, celle de 1,577,550 francs, concernant les accises, la note préliminaire nous dit qu'elle intéresse en partie : les droits d'entrée sur les vins étrangers, qui ont produit des recettes anormales pendant les cinq premiers mois de 1910 et les droits d'accises sur les eaux-de-vie. Pour l'évaluation de cette dernière recette, on s'est basé sur une consommation présumée de 5 1/2 litres par habitant et sur une population de 7,419,000 habitants; le projet tient compte ainsi de la décroissance persistante de la consommation par tête d'habitant, décroissance qui se manifeste depuis l'élévation des droits sur l'alcool.

* *

Le Projet de Loi comprend, sous le titre I^{er}, quelques dispositions fiscales.

L'article premier supprime le droit de patente ou en réduit le taux pour certaines catégories d'artisans déterminées dans la loi du 21 mai 1819.

L'article 2 exempte des droits d'entrée les extraits de malt destinés à des usages industriels et préalablement dénaturés.

L'article 3 stipule que les carrures de boîtes de montres sont passibles, à l'entrée, des mêmes droits que les boîtes de montres complètes.

Enfin, le Projet apporte une modification à l'article 216 de la loi générale du 26 août 1822, relatif à la vérification des marchandises d'accise pour l'exportation avec décharge des droits.

Ces dispositions n'ont donné lieu à aucune observation de la Commission.

* *

La Section centrale de la Chambre des Représentants chargée d'examiner le Budget, a envisagé, cette année, la question de l'autonomie financière des chemins de fer de l'État.

L'honorable M. Levie, rapporteur, expose tous les inconvénients de la confusion des recettes et des dépenses des chemins de fer de l'État-industriel et de celles de l'État-pouvoir.

Il esquisse en quelques lignes la solution de ce problème, auquel il a déjà été maintes fois touché dans les discussions parlementaires.

Quoique cet objet ne se rattache pas au Budget actuellement soumis à nos délibérations, votre Commission estime que, sans émettre d'avis sur la solution préconisée par l'honorable M. Levie, il y a lieu de poursuivre l'examen de la question qui présente un réel intérêt au point de vue de la clarté de nos finances.

* *

Le Projet de Loi a été adopté par la Chambre des Représentants par 72 voix contre 65.

Votre Commission, à l'unanimité, vous en propose également l'adoption.

Le Rapporteur,
A. CAPPELLE.

Le Président,
VICTOR ALLARD.